



Ambassadeurs  
de la  
Jeunesse

## La seconde guerre civile libyenne : entre jeux de puissances et terrorisme

*Par Alexis Benlarbi - De Carvalho*

*Rédacteur au sein de la Délégation Proche & Moyen-Orient des Ambassadeurs de la Jeunesse*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

### **Comment citer cette publication :**

Alexis Benlarbi - De Carvalho,

« La seconde guerre civile libyenne : entre jeux de puissances et terrorisme »,  
Ambassadeurs de la Jeunesse, 22 octobre 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : [contact@ambassadeurs-jeunesse.org](mailto:contact@ambassadeurs-jeunesse.org)

Site internet : [www.ambassadeurs-jeunesse.org](http://www.ambassadeurs-jeunesse.org)



## **Sommaire**

Introduction - p. 2

La guerre civile libyenne de 2014 à nos jours - p. 4

Un conflit par procuration ? - p. 7

La menace terroriste liée au conflit Libyen - p. 10

Conclusion - p. 13



La seconde guerre civile libyenne intervient trois années après la première guerre civile qui secoua le pays du 15 février 2011 au 23 octobre 2011. Cette guerre s'inscrit dans un mouvement de protestation dans les pays arabes, aussi appelé « Printemps arabe », où les populations demandaient plus de libertés, de démocratie et de respect des droits de l'Homme. Seulement, Mouammar Kadhafi, alors dirigeant du pays depuis 1969, n'entend pas laisser les manifestants contester son autorité. La répression qui s'ensuit fait alors craindre aux occidentaux un bain de sang provoquant une intervention internationale sur le sol libyen à partir du 19 mars 2011. Nicolas Sarkozy, alors président de la République française, justifia cette opération en ces termes : « [s]i Kadhafi était entré dans Benghazi, Srebrenica à côté serait passé pour un non-événement »<sup>1</sup>. Ainsi, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique, David Cameron, qui ont travaillé ensemble pour convaincre leurs alliés d'intervenir en faveur des manifestants, obtiennent du Conseil de sécurité de l'ONU la résolution 1973 autorisant une zone d'exclusion aérienne au-dessus du sol libyen et des frappes contre les forces de Kadhafi dans le but de protéger la population libyenne.

Mouammar Kadhafi trouve la mort le 20 octobre 2011 à Syrte, dernier bastion de ses partisans. Son corps ainsi que celui de son fils Moatassem sont exposés le lendemain à Misrata. Pendant ce temps, la communauté internationale se félicite d'avoir fait chuter un dictateur ainsi que d'avoir empêché un massacre, d'autant plus que le dirigeant libyen menaçait les intérêts des occidentaux dans la région. En pensant avoir mis un terme à l'instabilité en Libye, l'intervention internationale de 2011 va en réalité provoquer un véritable chaos dans le pays. En effet, l'intervention de 2011 et la mort de Kadhafi laissent un vide dans le paysage politique libyen. Tout ce que l'État central pouvait incarner a disparu et ce sont à présent des tribus locales et des milices qui ont la main sur les différentes mannes pétrolières. De plus, en l'absence d'un État central, le pouvoir local est exercé de *facto* par ces tribus. En plus de la disparition du pouvoir libyen, cette intervention va totalement déstabiliser toute la région, le coup d'état militaire au Mali et la résurgence des groupuscules islamistes dans le pays en étant le parfait exemple. Cela va aussi permettre une progression fulgurante des islamistes dans la région.

---

<sup>1</sup> Bruno Le Maire, *Jour de Pouvoir*, Gallimard, coll. « folio », 2013, p. 219 – Nicolas Sarkozy fait ici référence au massacre de Srebrenica qui a été perpétré par l'Armée de la République Serbe de Bosnie du général Ratko Mladic à l'encontre de civils musulmans bosniaques, du 11 au 16 juillet 1995, pendant la guerre de Bosnie. On dénombra 8372 civils massacrés dans ce qui représente le plus gros génocide en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, marquant ainsi énormément les esprits et mettant en avant l'incapacité de la communauté internationale de protéger les civils en période de guerre.

Des élections sont tout de même organisées le 7 juillet 2012. Le pays est alors gouverné par les islamistes étant à la tête du Congrès Général National (CGN). Sa présidence est assurée par un islamiste modéré du nom de Mohamed Youssef el-Megaryef, à qui succède Nouri Bousahmein en 2013. Peu de temps après, des groupes armés prennent le contrôle des installations pétrolières du pays et le président du CGN est accusé d'entraver les enquêtes. En décembre 2013, le Congrès Général National décide d'appliquer la charia dans tout le pays<sup>2</sup>. Alors que les tensions montent en Libye, un ancien officier supérieur du régime de Kadhafi, le général Khalifa Haftar, rentre de son exil aux États-Unis où il était depuis 2011. Rapidement, il va exiger la dissolution du CGN et la formation d'un comité de gouvernement intérimaire afin de reprendre le contrôle sur toutes les institutions et les infrastructures du pays. Le CGN dénonce alors ce qu'il considère comme un coup d'État et rejette les revendications et demandes du général Haftar. Commence alors un véritable bras de fer pour le contrôle de la Libye entre les partisans du CGN et ceux d'Haftar. Dès 2014, le général Haftar entend reprendre par la force les zones occupées par les milices islamistes et les différents groupes armés (notamment les sites pétroliers, très importants pour l'économie du pays). L'émergence de l'Etat islamique dans la région, couplée aux accords de Skhirat <sup>3</sup>, vont ajouter de nouveaux acteurs majeurs à cette seconde guerre civile libyenne.

Ainsi, depuis 2014, le pays se retrouve de nouveau en pleine guerre civile. La multiplication des belligérants voit de nombreux pays occidentaux et du Moyen-Orient soutenir différents groupes, toujours en fonction de leurs intérêts dans la région. C'est pourquoi il est indispensable de reconstituer les différentes étapes de cette guerre civile de 2014 à aujourd'hui avant d'évoquer le phénomène de guerre par procuration. Enfin, dans ce chaos libyen, la menace terroriste est grandissante.

---

<sup>2</sup> BOSALUM FIRAS & MARKEY PATRICK, *Libyan assembly votes to follow Islamic law*, Reuters, 4 Décembre 2013

<sup>3</sup> Les accords de Skhirat sont des accords de paix concernant la Libye, signés le 17 décembre 2015 entre les représentants du Congrès Général National et ceux de la Chambre des représentants. Ces accords prévoient la formation d'un gouvernement, annoncé le 19 janvier 2016 et présidé par Fayez el-Sarraj.

## La guerre civile Libyenne de 2014 à nos jours

Il est considéré que cette deuxième guerre civile a débuté le 16 mai 2014 lors des affrontements opposant les forces de Khalifa Haftar à la coalition des Brigades des martyrs du 17 février<sup>4</sup> et d'Ansar al-Charia <sup>5</sup> à Benghazi. Parallèlement à cette offensive sur Benghazi, le général, de retour d'exil, lance ses hommes à l'assaut du bâtiment du Parlement à Tripoli le 18 mai 2014. L'objectif de la politique menée par Haftar est on ne peut plus claire : récupérer par la force toutes les grandes villes du pays et rétablir l'autorité en Libye. Au nom de la guerre contre le terrorisme<sup>6</sup>, Haftar et ses soutiens vont se lancer dans une opération de grande envergure sur tout le territoire libyen. Cependant, tout ne se passe pas comme prévu pour lui. En effet, la résistance à Benghazi est beaucoup plus coriace qu'il ne le croyait. De plus, le gouvernement libyen n'approuve pas les actions d'Haftar à Benghazi et appelle l'armée régulière à contrôler et neutraliser tous les groupes armés opérant dans la ville. En août 2014, les islamistes d'Ansar al-Charia annoncent la formation d'un émirat islamique à Benghazi pendant qu'à Tripoli les combats font rage depuis le mois de juillet pour le contrôle de l'aéroport. Finalement, le 23 août 2014, l'aéroport tombe aux mains des islamistes entraînant une crainte de nombreux pays, notamment du Maroc, de l'Égypte et des Emirats Arabes Unis, de voir des avions potentiellement décoller de cette base aérienne. Au même moment, des frappes d'avions émiratis et égyptiens ont lieu contre les islamistes à Tripoli. À partir d'octobre 2014, les troupes du général Haftar lancent une nouvelle offensive sur Benghazi contre la coalition islamiste mais échouent dans leur objectif de reprendre totalement la ville.

2015 est une année particulièrement charnière dans la guerre civile libyenne, si bien que nous n'allons traiter exhaustivement que de certains événements majeurs. En premier lieu, le 18 janvier 2015, un cessez-le-feu est convenu entre l'armée nationale libyenne (commandée par Haftar) et Far Libya (un groupe affilié au CGN), permettant la reprise des négociations le 26 janvier. Toutefois, comme en Syrie et en Irak, l'Etat islamique (EI) devient de plus en plus important et le 14 février, 800 membres de l'EI

---

<sup>4</sup> La Brigade des martyrs du 17 février a été fondée lors de la première guerre civile libyenne en 2011, elle est aussi la première de ces milices anti-gouvernementales à voir le jour et devient très rapidement la plus puissante force militaire dans l'est du pays.

<sup>5</sup> Ansar al-Charia, littéralement « *Les défenseurs de la charia* », est un groupe salafiste djihadiste fondé à l'été 2011 et dissout le 27 mai 2017. Cette organisation était très active dans les villes de Benghazi et de Derna.

<sup>6</sup> SHARIF ABDEL KOUDDOUS, *The leader of Libya's revolt, Khalifa Haftar, rules out negotiations and vows to fight*, The Washington Post, 20 mai 2014.



prennent une partie de la ville de Syrte<sup>7</sup>. C'est dans cette même ville que sera tournée, le lendemain, l'une des vidéos les plus macabres de l'EI mettant en scène la décapitation de 21 coptes égyptiens, ce qui entrainera des bombardements de position de l'EI à Derna par l'armée de l'air égyptienne. Le 9 juin, l'EI annonce avoir pris la totalité de la ville de Syrte mais reconnaît s'être fait chasser de celle de Derna le 11 juillet. Le 9 octobre 2015 est proposée la formation d'un gouvernement d'union nationale avec à sa tête Fayez el-Sarraj. Cependant, cet accord est rejeté par le CGN le 12 octobre<sup>8</sup>, suivi une semaine après du rejet de la chambre des représentants (aussi appelée Gouvernement de Tobrouk, mené par Haftar). Toutefois, lors d'un déplacement de Martin Kobler<sup>9</sup> à Tobrouk le 31 décembre 2015, Aguilah Salah, président de la Chambre des représentants, exprime finalement son soutien au gouvernement d'union<sup>10</sup>.

2016 est également une année charnière pour le conflit. En effet, à partir du mois de mai débute la bataille de Syrte, opposant l'Etat islamique au gouvernement d'union nationale appuyé par une coalition de plusieurs pays comportant notamment les USA, la Grande-Bretagne et l'Italie. Cette bataille meurtrière durera un peu plus de 6 mois et s'achèvera finalement le 6 décembre 2016 par la défaite de l'Etat islamique. Ces affrontements auront fait près de trois-milles morts. En septembre 2016, alors tout juste proclamé maréchal par le Parlement de Tobrouk, Haftar engage ses troupes dans une bataille cruciale pour le contrôle du « Croissant Pétrolier » dans le Golfe de Syrte. Ce croissant pétrolier concentre une partie très importante des terminaux pétroliers de Libye. En 7 jours, après une offensive éclair, le maréchal Haftar et ses hommes prennent le contrôle Ras Lanouf, al-Sedra, Zueitina, Ajdabiya et Brega, faisant de lui le nouveau « roi » du pétrole libyen.

Bien qu'ayant perdu Syrte, l'Etat islamique garde une présence sur le sol libyen, ce qui entraîne régulièrement des frappes de drones américains comme celle du 18 janvier 2017 où 80 djihadistes sont tués. Mais c'est sur la zone du Golfe de Syrte que les regards vont une nouvelle fois se tourner. En effet, du 3 au 14 mars 2017 le gouvernement d'Union nationale tente de reprendre les champs pétroliers des mains du maréchal Haftar, mais l'offensive échoue. Le 2 mai à Abu Dhabi a lieu la première rencontre entre Khalifa Haftar et Fayez el-Sarraj depuis la nomination de ce dernier comme

---

<sup>7</sup> Libye : des bâtiments administratifs pris d'assaut à Syrte, reuters, 14 février 2015.

<sup>8</sup> Libye : l'une des parties rejette le gouvernement d'union de l'ONU, voaafrique.com, 12 octobre 2015.

<sup>9</sup> Alors Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Libye et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL).

<sup>10</sup> Saïd Haddad, « Libye : Trois autorités et un Maréchal ou le défi de l'unité », *L'Année du Maghreb*, novembre 2017, pp. 259-282.

président du Conseil présidentiel et Premier ministre. Pendant ces négociations, l'offensive de l'ANL au sud est stoppée mais les combats reprennent très rapidement. Le 5 juillet, le maréchal Haftar annonce la fin de la bataille de Benghazi. Il s'agit d'une victoire fondamentale pour le gouvernement de Tobrouk car il s'empare d'une ville très importante et conforte son contrôle sur le pays. Le 25 juillet, les deux hommes se rencontrent une nouvelle fois, en France, et s'entendent sur la mise en place d'un cessez-le-feu. Pour Haftar, le 17 décembre marque la fin de son mandat au Conseil présidentiel<sup>11</sup> qui avait débuté avec la signature des accords de Skhirat deux ans auparavant, reconnus par la communauté internationale mais jamais par le maréchal. Enfin, la commission électorale décide que les élections présidentielles et législatives devront se tenir avant le 30 septembre 2018.

Le 29 mai 2018, réunies à Paris, les différentes factions se mettent d'accord pour fixer la date des élections présidentielles et législatives au 10 décembre 2018. Parallèlement est lancée la troisième bataille du Croissant pétrolier. Du 14 au 26 juin, une alliance entre la Force de la libération du croissant pétrolier et l'UFR (Union des forces de la résistance, groupe rebelle tchadien), tente de reprendre en vain le contrôle du croissant pétrolier alors tenu par les forces de l'armée nationale libyenne du maréchal Haftar. La volonté de la France d'accélérer le processus d'élection a menacé de faire éclater le gouvernement d'union nationale. En effet, entre le 27 août et le 25 septembre 2018, des milices qui lui sont affiliées s'affrontent à Tripoli, causant la mort de centaines de personnes, avant qu'un nouveau cessez-le-feu ne soit trouvé entre ces milices.

Enfin, depuis le 16 janvier 2019, le gouvernement de Tobrouk est à l'attaque dans le sud du pays. L'offensive du Fezzan a pour principal objectif la reconquête de tout le sud de la Libye par les forces de Khalifa Haftar. Avec cette offensive, le gouvernement de Tobrouk devient maître de la majeure partie du pays et passe donc en position de force. Cela va l'encourager à lancer une offensive de grande ampleur dès le 4 avril 2019 sur la capitale Tripoli, tenue par le gouvernement d'union nationale d'el-Sarraj. Cette offensive est toujours d'actualité, et alors que les troupes de Khalifa Haftar peinent à prendre le contrôle de la ville, la barre des mille morts lors des affrontements a été franchie. Les exactions se multiplient, comme en témoigne le bombardement sur un camp de migrants subsahariens dans la nuit du 2 au 3 juillet 2019<sup>12</sup>, causant la mort de cinquante-trois migrants et provoquant de vives réactions dans le monde entier.

---

<sup>11</sup> RFI, *Libye pour Khalifa Haftar, l'accord de Shkirat a expiré*, rfi.fr, 17 décembre 2017.

<sup>12</sup> PH. L., *Libye : des dizaines de migrants tués dans un bombardement près de Tripoli*, Le Parisien, 3 juillet 2019.



## Un conflit par procuration ?

Depuis la formation du Gouvernement d'union nationale en 2016 avec à sa tête Fayez el-Sarraj, deux principaux camps s'opposent. D'un côté le GNU, reconnu comme légitime par l'ONU et par une majorité des pays occidentaux, avec comme partenaires principaux l'Italie, la Turquie et le Qatar<sup>13</sup>. De l'autre côté l'armée nationale libyenne, commandée par le maréchal Haftar qui, lui, est allié à une administration de l'est libyen et est soutenu par l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis<sup>14</sup>. Toutefois, on remarque dans ce conflit libyen que de nombreux pays jouent sur l'ambiguïté de leur soutien, que ce soit envers el-Sarraj ou Haftar. Il faut remonter au début de la guerre civile pour comprendre la situation militaire du pays. Dès que les premières manifestations ont été réprimées dans le sang, la communauté internationale s'est entendue pour mettre en place et respecter un embargo sur les armes en Libye. Cependant on constate que depuis plusieurs mois, voire même des années, cet embargo n'est pas respecté. Il convient alors d'essayer de comprendre quels sont les intérêts de chaque pays impliqué dans le conflit libyen.

Tout au long de l'année 2018, le conflit libyen apparaissait comme étant une affaire européenne. Ainsi, avec les rencontres Sarraj-Haftar organisées à Paris en mai 2018 et à Palerme en novembre de la même année, français et italiens semblaient être les acteurs désignés pour mettre fin à cette guerre civile. Cependant, dès le début de l'année 2019, on assiste à un regain d'intérêt de la part des pays du Golfe pour cette guerre libyenne. Alors empêtrés dans le conflit Yéménite, émiratis et saoudiens, en plus des qataris et des turcs, vont chercher à faire valoir leurs intérêts dans le pays. Il faut garder à l'esprit que depuis juin 2017 le Qatar est sous embargo Saoudien et émiratis<sup>15</sup>. C'est dans ce contexte de tensions entre pays du Golfe que se profile les rencontres entre Haftar et Sarraj en février 2019 à Abu Dhabi<sup>16</sup>. Mais après cette rencontre entre les deux hommes, le maréchal Haftar va se rendre plusieurs fois seul à Abu Dhabi puis à Ryad le 26 mars. Ces

---

<sup>13</sup> ALEXIS FEERTCHAK, *En Libye, le risque d'une nouvelle escalade militaire*, Le Figaro, 5 avril 2019.

<sup>14</sup> France 24, *Flow of arms into Libya risks proxy war*, France24.com, 20 mai 2019.

<sup>15</sup> Cette crise trouve sa source dans une très forte rivalité opposant le Qatar et l'Arabie Saoudite depuis les années 1990. Le Qatar s'étant dégagé de l'influence saoudienne, va soutenir lors du printemps arabe de 2011 de nombreux groupes affiliés aux frères musulmans en Syrie, en Egypte, en Tunisie et en Libye. De plus, le 23 mai 2017, 26 otages qataris, dont des membres de la famille royale sont enlevés par une milice chiite irakienne. Une rançon de près d'un milliard de dollar est payée. Saoudiens et émiratis estiment cela inacceptable, accusant le Qatar de financer le terrorisme chiisme et de montrer de la complaisance à l'égard des groupes pro-iraniens, faisant ainsi éclater une véritable crise politique dans le golfe.

<sup>16</sup> IL GIORNALE, *En Libye, le jeu d'influence des monarchies du Golfe*, courrierinternational.com, 8 avril 2019.

rencontres avec le roi Salman et les émiratis interviennent après des visites de Sarraj à Doha. L'opposition Qatari-Saoudienne s'invite donc jusqu'en Libye. Sarraj est jugé très proche des Frères musulmans par les Saoudiens, il est donc normal pour eux de soutenir son adversaire puisqu'ils les considèrent comme les pires ennemis de la monarchie. De l'autre côté le Qatar, sous embargo, voit en Sarraj un moyen de retrouver du poids sur la scène internationale suite aux défaites des Frères musulmans en Egypte, en Syrie et en Tunisie. La Turquie d'Erdogan vient s'ajouter à ce duel d'influence. Grand soutien des Frères musulmans, il est logique pour ce dernier de soutenir Sarraj. Quant à elle, l'Egypte d'al-Sissi soutient le maréchal Haftar, aux côtés des saoudiens et des émirats. Elle qui a connu la présidence d'un islamiste en la personne de Mohammed Morsi, l'Egypte ne veut pas d'islamistes à ses frontières, comme en témoignent les coopérations avec Israël dans le Sinaï pour lutter contre l'Etat islamique mais aussi les réseaux contrebandiers du Hamas.

Du côté des occidentaux la situation n'est guère plus reluisante. La France, qui a pourtant reconnu le Gouvernement d'Union Nationale d'el-Sarraj, soutient de façon officieuse le maréchal Haftar. C'est ce soutien pour le moins ambigu du gouvernement français pour l'homme fort de l'est libyen qui pose problème à certains pays européens. C'est en Italie que nous trouvons les opposants les plus farouches à l'ingérence française en Libye. En effet, le gouvernement italien a décidé dès le début de la crise de soutenir le GNU, prônant l'inefficacité d'une action militaire pour régler ce conflit. Mais cette opposition franco-italienne sur le dossier libyen prend sa source dans un contexte de tensions entre le gouvernement d'Emmanuel Macron et celui de Matteo Salvini. Ainsi, le gouvernement italien souhaite voir une Libye stable afin d'empêcher les flux migratoires sur son sol mais aussi car cela favoriserait la lutte contre le terrorisme djihadiste en Europe. Le gouvernement de Salvini accuse la France de ne pas s'intéresser à la stabilité de la Libye<sup>17</sup>. Mais la concurrence entre italiens et français se fait principalement sentir dans le domaine pétrolier, le pétrole libyen étant considéré comme l'un des meilleurs au monde pour sa qualité lors de sa production. Les européens cherchent surtout à avoir une route d'approvisionnement en énergies non renouvelables, notamment en pétrole, sans avoir à passer par le Golfe Persique, région sous haute tension depuis quelques années. De plus, l'entreprise française Total produit neuf fois moins de barils que son concurrent italien ENI, ce qui provoque des tensions supplémentaires dans le domaine énergétique, d'autant plus que le gouvernement italien en possède des parts. Enfin, la France est beaucoup plus intéressée dans la stabilisation de la zone sahélo-saharienne. La guerre de 2011 a en effet beaucoup déstabilisé cette région, provoquant les interventions françaises au Mali mais aussi plus largement au Burkina-Faso,

---

<sup>17</sup> CLAIRE FAGES, *France – Italie : des intérêts pétroliers divergents en Libye ?*, RFI.fr, 23 janvier 2019.

tout en renforçant ses positions au Niger et au Tchad. Mais la France apparaît bien seule dans cette vaste zone et est surtout empêtrée dans un conflit onéreux et presque impossible à gagner. C'est pourquoi une stabilisation de la Libye serait un premier pas dans la lutte contre le terrorisme dans tout le nord de l'Afrique et qu'il apparaît logique pour Paris de soutenir un homme fort, en l'occurrence Khalifa Haftar.

Les allemands, eux, préfèrent soutenir la conclusion d'un accord de cessez-le-feu. En retrait du conflit libyen et contre l'intervention militaire en 2011, Berlin penche plus du côté de Sarraj et considère que les efforts italiens ont porté leurs fruits en matière d'immigration<sup>18</sup>. En effet le gouvernement d'union nationale contrôle les flux et les candidats à l'immigration en Europe, ce qui est une préoccupation majeure pour les allemands et les italiens. Les américains, quant à eux, ne souhaitent plus intervenir directement dans les conflits à travers le monde depuis l'élection de Donald Trump en 2016. Encore traumatisés par les pertes énormes en Irak et en Afghanistan, l'opinion publique américaine ne souhaite plus de guerre, et l'ex-candidat républicain en avait fait un argument fort lors de la campagne électorale. Bien qu'initialement soutien du GNU de Sarraj, gouvernement qu'ils ont favorisé et aidé à se mettre en place dès 2015, l'inertie des américains face à la montée en puissance d'Haftar a permis à ce dernier de jouer sur les incohérences des politiques occidentales en Libye. Ancien agent de la CIA, Haftar a eu du mal à s'imposer à la tête de la Libye, notamment à cause de son image de « Yankee », mais aujourd'hui, pour de nombreux pays, il est l'homme de la situation pour stabiliser le pays. Enfin, les Russes cherchent plutôt à jouer les médiateurs entre les deux parties. Ils ont des contacts avec le gouvernement de Tobrouk et celui de Tripoli. La politique russe est celle du compromis entre les différents partis. Moscou reconnaît le gouvernement de Sarraj mais soutient Haftar, comme en témoignent les nombreuses visites de ce dernier à Moscou. Mais la Russie est aussi un ancien grand allié de la Libye, pays avec lequel elle entretenait d'excellentes relations tout au long de la guerre froide. Si la Libye de Kadhafi était l'un des plus gros clients de l'industrie militaire russe, Moscou regretterait de ne pas s'être opposé à l'intervention de 2011 en ne posant pas son veto, la privant de son meilleur client dans la région. Son intervention en Syrie et ses multiples vétos au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une intervention pour faire chuter Bashar al-Assad sont les résultats de cette inaction de 2011. En plus des revenus de l'industrie militaire, le gouvernement russe voit dans la stabilisation du pays une opportunité économique, notamment dans le domaine énergétique. Moscou et Tripoli

---

<sup>18</sup> France 24, *Quels soutiens pour le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj en visite en Europe ?*, France24.com, 7 mai 2019



veulent rétablir une coopération économique, les russes souhaitant également développer le secteur des transports sur le territoire Libyen<sup>19</sup>.

### **La menace terroriste liée au conflit Libyen**

L'intervention de 2011 a laissé la Libye dans un véritable chaos. Que ce soit politiquement, économiquement ou socialement, le pays est brisé et cherche, dès la chute de Kadhafi, à se reconstruire. Malheureusement pour les révolutionnaires, mais aussi pour les occidentaux qui avaient appuyé cette révolte, la situation va vite devenir catastrophique. L'absence d'autorité et d'un pouvoir central plonge certaines régions du pays dans des troubles et mène à l'émergence de nombreuses milices armées. Le pays fait face à un afflux important d'armes permettant aux groupes terroristes d'y prospérer. En plus de cela, de nombreuses organisations terroristes, notamment Al-Qaïda, profitent de la confusion qui règne dans le pays pour former ses troupes avant de les envoyer, entre autres, en Syrie<sup>20</sup>. À partir de 2014, des groupes affiliés à Al-Qaïda changent de nom et forment la première branche de l'Etat islamique en Libye. Cette présence de l'EI va s'accroître dans le pays tout au long de l'année 2015 au cours de laquelle de nombreuses attaques à la voiture piégée sont perpétrées et où des vidéos extrêmement violentes de décapitations sont couramment diffusées. L'Etat islamique ira même jusqu'à contrôler des parties des villes de Derna et Benghazi ainsi que Sabratha, contrôlant également la totalité de la ville de Syrte et comptant jusqu'à 5000 combattants sur l'ensemble du sol libyen. Malgré les défaites successives à partir de 2016, et notamment après la perte de Syrte, l'EI s'est majoritairement cantonné à des embuscades et des attaques contre des institutions d'État. Le désert libyen étant très vaste, il est très compliqué pour les différents belligérants de lutter contre cette insurrection islamiste qui fait penser à bien des égards aux attaques subies par les troupes américaines pendant la guerre en Irak. Depuis près de deux ans les actions de ces factions terroristes sont en constante augmentation : en septembre 2018 l'envoyé de la Libye à l'ONU, Ghassan Salame, a averti la communauté internationale que la présence et les opérations de l'EI ne faisaient que s'étendre en Libye<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> KEBBI JULIE, *Libye : quels intérêts stratégiques pour la Russie ?*, eurasiapropective.net, 27 décembre 2017.

<sup>20</sup> On sait par exemple que la branche syrienne d'Al-Qaïda, à l'époque nommée Jabhat al-Nusra, a formé bon nombre de ses combattants dans des camps d'entraînements en Libye, avant de les envoyer sur les différents théâtres d'opérations en Syrie.

<sup>21</sup> CURTIS MARK, *How the West's War in Libya Spurred Terrorism in 14 Countries*, consortiumnews.com, 4 juin 2019.

La déstabilisation de la Libye aura eu des effets indésirables dont de nombreux pays continuent de payer le prix fort encore aujourd'hui. Ainsi, la Tunisie, pays voisin qui a également connu un soulèvement populaire ayant fait chuter son chef d'État Ben Ali, s'est retrouvée elle aussi frappée par de nombreuses attaques terroristes. Le 26 juin 2015, le pays va connaître l'un des attentats terroristes les plus meurtriers de son histoire : Seifeddine Rezgui, un jeune tunisien de vingt-trois ans, attaque à la Kalashnikov un hôtel de la station balnéaire de Port El-Kantaoui près de Sousse, faisant trente-huit morts et trente-neuf blessés, majoritairement des touristes occidentaux. Rezgui s'était rendu illégalement en janvier 2015 dans le fief de l'EI en Libye, Sabratha, où il a été initié et entraîné au maniement des armes. C'est également là-bas qu'il a rencontré les deux terroristes de l'attentat du musée du Bardo qui avait fait vingt-deux morts le 18 mars 2015. Enfin, du 7 au 10 mars 2016, des affrontements ont lieu dans la ville de Ben-Gardane, dans le sud-est de la Tunisie. Cette insurrection des djihadistes de l'EI avait pour but de prendre le contrôle de la ville où se trouvaient de nombreux sympathisants de la cause islamiste. Il faut également savoir qu'avec mille-cinq-cents ressortissants, les tunisiens forment le plus gros contingent de combattants étrangers en Libye, ce qui explique les répercussions sur le pays. Cette ville de Ben-Gardane est également un symbole djihadiste puisqu'après la bataille de Falloujah en 2004, le chef d'Al-Qaïda en Irak, Al-Zarqaoui avait déclaré « *[u]ne ville en Tunisie s'appelle Ben Gardane. Si elle avait été près de Falloujah elle aurait libéré l'Irak* »<sup>22</sup>.

L'Égypte n'a pas non plus été épargnée par les attaques terroristes. Malgré le renversement du président Morsi et la prise de pouvoir du maréchal al-Sissi en 2014, les attaques djihadistes y ont fortement augmenté. En effet, Wilayat Sinaï, anciennement Ansar Baït al-Maqdis, a commis de nombreux attentats sur le sol égyptien, notamment avec l'explosion du vol 9268 Métrojet le 31 octobre 2015 faisant deux-cent-vingt-quatre morts et revendiquée par l'État islamique, ou bien encore l'attentat de la mosquée de Bir al-Abed à al-Rawdah, dans la province du Sinaï, faisant trois-cent-onze victimes soit le pire attentat terroriste sur le sol égyptien. De plus, les responsables de l'EI en Libye ont été reliés aux activités de la Wilayat Sinaï et certains présument qu'ils en ont dirigés les actions. Le Sinaï est devenu une véritable plateforme de la contrebande d'armes et voit régulièrement l'armée égyptienne y affronter des djihadistes.

Le soulèvement libyen a permis l'arrivée en masse d'armes dans le Nord du Mali, compliquant encore un peu plus la situation dans le pays alors en proie à des tensions ethniques et tribales depuis les années soixante. En 2012, des alliés d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) avaient pris les

---

<sup>22</sup> THOMSON DAVID, publication d'une vidéo d'Al-Zarqaoui sur twitter le 8 mai 2014.

viles de Kidal, Gao et Tombouctou, se rapprochant dangereusement de Bamako, entraînant l'intervention militaire française. Une fois repoussés, les djihadistes se sont repliés dans des zones désertiques où ils peuvent mener des actions de guérilla contre la coalition mais également perpétrer des attaques terroristes. C'est ainsi qu'en janvier 2013, en se servant de la Libye comme base arrière pour mener leurs actions, la filiale d'AQMI, Al-Mourabitoun, dirigée par Mokhtar Belmokhtar, va attaquer le complexe d'hydrocarbures d'Amenas dans l'est Algérien, provoquant la mort de quarante personnes dont une majorité d'employés étrangers. D'autres attaques seront commises comme à Bamako contre le Radisson Blu <sup>23</sup>en novembre 2015 faisant vingt-deux victimes, l'attentat de Ouagadougou du 16 janvier 2016 contre l'hôtel Splendid<sup>24</sup>, faisant vingt morts, l'attaque d'une mine d'uranium tenue par des français au Niger<sup>25</sup> et une attaque contre l'Ambassade de France et l'état-major Burkinabais le 2 mars 2018 à Ouagadougou, faisant huit morts chez les burkinabais.

Nous savons également que l'influence des groupes djihadistes en Libye s'étend plus loin que ces pays limitrophes. En effet, à partir de 2016, des responsables américains constatent que le groupe djihadiste Boko Haram envoyait des hommes en Libye pour rejoindre l'EI<sup>26</sup> et que la coopération entre ces deux organisations terroristes était efficace. De plus, l'entente entre ces deux groupes a permis à Boko Haram de recevoir de nombreuses armes en provenance du théâtre libyen mais aussi de profiter de l'expertise de ces combattants habitués à se battre, profitant ainsi à Boko Haram pour mener son insurrection au Nigéria et au Niger.

À l'instar de l'Afrique et du Moyen-Orient, l'Europe n'aura pas été épargnée par le terrorisme. Le groupe terroriste libyen Katiba al-Bittar al-Libi (KBL) qui s'est établi dans la ville de Sabratha à partir de 2012, a prêté allégeance à l'Etat islamique en 2014. Selon Cameron Culquhoun, un ex-analyste antiterroriste au Centre britannique d'interceptions des télécommunications étrangères, « *la plupart du sang versé en Europe lors des attaques les plus spectaculaires, à l'aide d'armes à feu et de bombes, tout a commencé au moment où Katibat al-Battar est retourné en Libye* »<sup>27</sup>.

---

<sup>23</sup> THE GUARDIAN, *Mali attack : more than 20 dead after terrorist raid on Bamako hotel*, theguardian.com, novembre 2015.

<sup>24</sup> FRANCE TELEVISIONS, *Ce que l'on sait de l'attaque par des jihadistes d'un hôtel à Ouagadougou*, franceinfo.fr, 16 janvier 2016.

<sup>25</sup> LISTER TIM, *Burkina Faso attack demonstrates al Qaeda revival in Africa*, edition.cnn.com, 16 janvier 2016

<sup>26</sup> BALMFORTH RICHARD & LAWSON HUGH, *Boko Haram may be sending fighters to Islamic State in Libya : U.S officials*, reuters.com, 13 mai 2016.

<sup>27</sup> CALLIMACHI RUKMINI & SCHMITT ERIC, *Manchester Bomber met with ISIS unit in Libya, Officials say*, nytimes.com, 3 juin 2017.



En effet, nous savons que Salman Abedi, auteur d'un attentat-suicide à la bombe à Manchester en 2017 provoquant la mort de vingt-deux personnes, avait rencontré plusieurs membres du groupe terroriste KBL dont Abdelhamid Abaaoud, l'un des meneurs des attentats de Paris du 13 novembre 2015 ayant fait cent-trente morts, était membre. Enfin, il est référencé que l'auteur de l'attentat au camion bélier sur un marché de Noël de Berlin en décembre 2016 ayant fait douze victimes avait eu des contacts avec des membres de l'Etat islamique en Libye.

## Conclusion

La Libye semble s'enfoncer de plus en plus dans le chaos. Considérée comme le point de passage pour les migrants et les terroristes vers l'Europe, elle est devenue un enjeu stratégique majeur pour les pays occidentaux et du Moyen-Orient. La lutte par procuration entre les soutiens des Frères musulmans et celui de leurs opposants est de plus en plus féroce, la Turquie et le Qatar envoyant notamment des drones armés et pièces d'artilleries vers la Libye. Mais le double jeu de certains pays occidentaux a provoqué de nombreuses tensions, en particulier entre la France et l'Italie. Par ailleurs, alors qu'on pensait que les Emirats Arabes Unis avaient vendu les missiles Javelin de fabrication américaine découverts entre les mains des forces d'Haftar le 5 juillet 2019, la ministre des Armées, Florence Parly, révélera finalement que ces missiles auraient en réalité été stockés par les forces spéciales françaises. Le ministère des Armées affirme que ces derniers étaient hors d'usage<sup>28</sup>, mais cela pose tout de même la question du positionnement de la France dans ce conflit, d'autant plus qu'un hélicoptère des forces spéciales françaises s'était écrasé en 2016 près de Benghazi, fief d'Haftar, causant la mort de trois soldats français.

Ce second conflit Libyen soulève également le problème migratoire. Alors que l'Europe a connu entre 2014 et 2016 une vague migratoire importante, elle s'est attachée à réduire les entrées sur son territoire notamment au travers des accords passés avec certains pays africains mais aussi en construisant des barrières à certaines frontières (en Grèce ou en Hongrie par exemple). L'Italie estime que, par son passé de puissance coloniale en Libye, elle a un rôle important à jouer dans la stabilisation du pays mais aussi dans le contrôle des migrations, notamment en formant les gardes côtes libyens. Les français, eux, souhaitent la stabilisation de la Libye car, comme nous l'avons vu, l'intervention menée en 2011 par la France et ses alliés a entraîné de graves répercussions sur toute la zone

---

<sup>28</sup> France 24, *En Libye, des missiles « hors d'usage » de l'armée française aux mains des forces pro-Haftar*, france24.com, 10 juillet 2019.

Sahélo-Saharienne. Jean-Yves Le Drian justifie le soutien de la France au maréchal Haftar au nom de la lutte contre le terrorisme mais aussi afin d'éviter la contagion dans la région, en affirmant que « [l]a Libye est devenue le carrefour des risques et des menaces »<sup>29</sup>.

Cette seconde guerre civile libyenne paraît donc loin d'être terminée, chaque pays possédant son propre agenda et ses propres objectifs dans la région. Les positions ambiguës de tous les belligérants n'ont fait qu'alimenter la guerre et les conflits dans cette zone du globe. La lutte contre le terrorisme a servi de prétexte pour de nombreux pays afin de mieux armer les troupes du gouvernement qu'il soutient, la question migratoire s'étant bien évidemment mêlée à ce jeu d'influence. Il ne faut pas non plus oublier que dans un contexte de tensions dans le golfe persique et au Moyen-Orient, le contrôle du pétrole libyen apparaît comme stratégique pour tous les belligérants, qu'ils soient Libyens ou étrangers. Tant que le maréchal Haftar bénéficiera du soutien d'une grande partie des pays occidentaux mais également de celui des monarchies du Golfe, ennemies des Frères musulmans, la guerre continuera. Khalifa Haftar apparaît aujourd'hui comme étant l'homme fort de la Libye et le seul capable de rétablir une unité politique – ce sont du moins ses arguments et ceux de ses soutiens. Il semble encore trop tôt pour savoir si un processus de paix est envisageable dans les mois à venir, d'autant plus que la communauté internationale semble impuissante, comme en témoigne le veto américain à une condamnation de l'ONU du bombardement d'un camp de migrants ayant fait cinquante-trois morts. Quant au terrorisme, la zone géographique où se répartissent les différents groupes djihadistes est beaucoup trop grande pour pouvoir lutter efficacement contre ces derniers. De plus, la défaite de l'Etat islamique en Syrie et en Irak n'a absolument pas entamé les vellétés offensives de ces groupes, bien au contraire. Mais la fin de la guerre en Libye pourrait être un premier pas dans la stabilisation de la région et une étape importante pour la lutte antiterroriste sur son territoire.

---

<sup>29</sup> RFI, *Libye : Le Drian justifie le soutien français à Haftar contre le terrorisme*, rfi.fr, 3 mai 2019.